

lois relatives aux cours de division dans le Haut-Canada; seconde lecture, dans quinze jours, à compter de mercredi prochain.

M. Cameron (de Cornwall) introduit un bill pour amender un acte intitulé, "Acte pour obliger les vaisseaux à porter des lumières pendant la nuit et pour établir diverses dispositions en règlement de la navigation dans cette province"; seconde lecture, le 6 juin.

M. Notman introduit un bill à l'effet de confier à des curateurs les biens des personnes que l'intempérance rend incapables de conduire leurs propres affaires.

M. Hinks remet à l'Orateur le message suivant de Son Excellence lequel est lu par l'Orateur:—

Elgin et Kincardine.
Le Gouverneur-Général transmet à l'honorable Assemblée Législative, copies de trois dépêches et de leur contenu du Secrétaire d'Etat de Sa Majesté, et ayant rapport à l'exposition de l'Industrie de toutes les nations, qui doit avoir lieu à Londres en 1851.

Maison du gouvernement.
Toronto, 21 mai 1850.

M. Hinks présente par ordre de Son Excellence les comptes publics pour l'année 1849; il met aussi devant la chambre un état des cautions et cautionnements enregistrés depuis le commencement de la dernière session.

Sur motion de M. Cartier, la pétition de Louis Comte, de la cité de Montréal, maçon, est renvoyée à un comité.

M. Cartier introduit un bill pour séparer certaines concessions du township de Union du district des Trois-Rivières et les réunir, pour les fins judiciaires, au district de Montréal et au circuit de St. Hyacinthe, dans le dernier district;—seconde lecture, le 12 juin.

M. Boulton introduit un bill pour abolir l'emprisonnement pour dettes;—seconde lecture, mercredi prochain.

M. Boulton demande la permission d'introduire un bill relatif aux warrants.

Pour.—Messieurs Badgley, Boulton de Norfolk, Chauveau, Hopkins, Malloch, McLean et Papineau.—7.

Contre.—Messieurs Armstrong, le procureur-général Baldwin, Boulton de Toronto, Boutillier, Cameron de Cornwall, Cameron de Kent, Cartier, Davignon, DeWitt, le solliciteur-général Drummond, Duchesnay, Egan, Flint, Fortier, Hinks, Holmes, John, LaTerrière, Laurin, le solliciteur-général Macdonald, McConnell, Merritt, Méthot, Morgana, Sanborn, Sauvageau, Scott, des Deux-Montagnes, Seymour, Sherwood de Brockville, Smith de Durham, et Smith de Wentworth.—31.

Sur motion de M. Holmes, le bill grossé du Conseil, intitulé "Acte pour pourvoir à l'établissement de compagnies à fonds social pour exploiter les manufactures, les mines, et pour les fins mécaniques ou chimiques"; sera lu pour la seconde fois mercredi prochain.

Sur motion de M. Boulton, de Toronto, une adresse est votée à son excellence pour un état des dépenses encourues pour la papeterie durant l'année expirée le 31 décembre, 1849, et distribuée aux divers départements publics.

Aussi une adresse pour un état détaillé des droits préservés dans le havre de Toronto en 1849; aussi, un état détaillé indiquant la balance, s'il y en a une, encore due au gouvernement à compte des sommes avancées en vertu de certains actes du parlement du Haut-Canada pour construire et réparer le quai de la reine à l'entrée du dit havre.

M. Boulton, de Toronto, demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir à ce que les officiers publics transmettent des rapports annuels.

Pour.—Messieurs Badgley, Boulton de Norfolk, Boulton de Toronto, Cameron de Cornwall, Cameron de Kent, Cayley, Chauveau, DeWitt, Hopkins, Malloch, McConnell, McLean, Meyers, Prince, Sanborn, Seymour, Sherwood de Toronto, et Stevenson.—18.

Contre.—Messieurs Armstrong, le procureur-général Baldwin, Boutillier, Burritt, Cauchon, Chabot, Davignon, le solliciteur-général Drummond, Duchesnay, Dunas, Flint, Fortier, Fournier, Fourquin, Guillet, Hall, John, Johnson, LaTerrière, Laurin, le solliciteur-général Macdonald, McFarland, Merritt, Méthot, Morgana, Notman, Richards, Robinson, Ross, Sauvageau, Scott de Bytown, Scott des Deux-Montagnes, Smith de Durham, Smith de Wentworth, et Taché.—35.

M. Laurin introduit un bill pour amender l'acte passé la huitième année du règne de Sa Majesté, ch. 49 intitulé, "Acte pour régler l'inspection et le mesurage du bois de construction, des mâts, espales, madriers, douves et autres objets de même nature; et abroger certain acte y inentionné";—seconde lecture, mercredi prochain.

M. Robinson propose une adresse à Son Excellence pour qu'il soit fait sous la direction du bureau des travaux publics, un relevé de la Baie de Notawaga, sur le lac Huron, comté de Simcoe, par un ingénieur civil compétent, avec instruction de faire rapport sur la possibilité de construire un havre sûr et commode dans le dit endroit, et le coût probable du dit havre; de visiter le havre de Penetanguishine, sur le lac Huron, et d'en faire rapport, à l'effet de déterminer l'endroit le plus avantageux comme terminus, sur ce lac, d'un chemin de fer qui partirait de la cité de Toronto et traverserait les comtés de York et Simcoe, via Danie.

Pour.—Messieurs Boulton de Norfolk, Cayley, McLean, Meyers, Papineau, Robinson, Seymour, et Stevenson.—8.

Contre.—Messieurs Armstrong, le procureur-général Baldwin, Boutillier, Burritt, Cauchon, Chabot, Chauveau, Davignon, DeWitt, Duchesnay, Flint, Fortier, Fournier, Hinks, Hopkins, John, Laurin, le solliciteur-général Macdonald, Merritt, Morgana, Notman, Richards, Sanborn, Sauvageau, Scott de Bytown, Scott des Deux-Montagnes, Smith de Durham, Smith de Wentworth, et Taché.—30.

Sur motion de M. Hopkins, une Adresse est votée à Son Excellence pour un état détaillé

indiquant comment ont été dépensés les deniers prélevés sur le peuple du Haut-Canada pour l'érection et le soutien de l'asile provincial des lunatiques.

M. Hinks introduit un bill pour établir un mode juste et plus équitable de taxation dans les divers townships, villages, villes et cités dans le Haut-Canada;—seconde lecture, le 11 juin.

Aussi: un bill pour mieux établir et maintenir les écoles communes dans le Haut-Canada;—seconde lecture, le 7 juin.

Un bill pour changer le taux auquel certaines pièces de monnaies d'argent auront cours légal;—seconde lecture, vendredi prochain;

Un bill pour faciliter le réciprocité du libre échange entre cette province et les autres provinces de l'Amérique Britannique du Nord;—seconde lecture, vendredi prochain;

Un bill pour amplifier l'acte établissant des compagnies pour la construction de chemins, et autres travaux et y faire participer des compagnies formées pour acquérir la direction des travaux publics de même nature;—seconde lecture, le 7 juin.

Sur motion de M. Baldwin, la période de temps fixée pour recevoir les pétitions pour bills privés, est prolongée d'une semaine, à compter de cette date.

Sur motion de M. Baldwin, il est résolu que le lendemain (30 mai) étant un jour de fête reconnu par la loi, la chambre, quand elle s'ajournera ce soir, soit ajournée à vendredi prochain (31 mai).

Les ordres du jour sont alors remis au vendredi.

La chambre s'ajourne.

M. l'Orateur soumet à la chambre un état des affaires de la compagnie du chemin de Guelph et Arthur.

Neuf pétitions ont été présentées.

Liste des pétitions reçues:

De l'université de Queen's College, à Kingston, demandant une allocation proportionnée pour la dotation du dit collège.

De bureau des syndics de Queen's college, Kingston, demandant une allocation en faveur de l'école de grammaire du dit collège, telle que celle que reçoivent les lycées de Québec et de Montréal.

De révé. D. Fullon, D. D., ministre, et autres, syndics de l'église d'Angleterre, dans la paroisse de Ste. Anne, townships de Shipton, Melbourne et Fley, demandant que l'allocation annuelle de Bishop's College soit augmentée de manière à mettre le dit collège sur le même pied que les autres institutions de même nature dans le pays.

De John Jessup, de la ville de Brockville, comté de Leeds, demandant une rémunération pour ses services pour avoir fait le recensement et les statistiques des comtés de Leeds et Grenville, dans l'année 1848.

De Mad. M. H. Mountain, et autres, dames directrices de l'asile des orphelins de Québec, en connexion avec l'église d'Angleterre demandant une aide en faveur de la dite institution.

De révé. William Arnold, ministre, et autres, syndics et membres de l'église d'Angleterre, au bassin de Gaspé, demandant que l'allocation annuelle de Bishop's College soit augmentée de manière à mettre le dit collège sur le même pied que les institutions de même nature dans la province.

De l'hon. John G. Thompson, et autres, président des sociétés d'agriculture pour le district de Gaspé, demandant qu'il soit établi des dispositions pour établir et maintenir une société d'agriculture pour le dit district.

De révé. P. J. Crevier, et autres, de la paroisse de St. Augustin, district de Montréal, demandant qu'il soit adopté des mesures pour réprimer l'intempérance.

De révé. L. Thibault, et autres, de la paroisse de St. Jérôme, comté de Terrebonne, demandant qu'il soit adopté des mesures pour réprimer l'intempérance.

De A. L. Cardinal, messenger en chef de l'Assemblée législative, demandant à être indemnisé pour la perte de ses meubles et effets détruits lors de l'incendie de la maison du parlement dans la cité de Montréal, le 25 avril, 1849.

De révé. J. VanLige, autres, du township de Frampton, demandant une aide pour améliorer le chemin qui conduit du dit township à la cité de Québec.

De John Clark et autres, de Québec, inspecteurs et mesureurs de bois licenciés, demandant que l'acte 8 Vict., chap. 49, soit amendé de manière à obliger le surintendant des inspecteurs et mesureurs de bois à employer chaque inspecteur licencié, s'il le désire, suivant son tour.

De Jean Langevin de la cité de Montréal, écrivain, demandant le paiement d'une certaine somme à lui due par le ci-devant conseil municipal du district de Québec.

De Lewis Wilson, président, et autres, au nom d'une assemblée publique tenue dans le township de Pelham, district de Niagara, demandant la réduction et la consolidation des charges publiques et la réduction des dépenses publiques sur un pied proportionné à l'état de la province.

De Lewis Wilson, président, et autres, au nom d'une assemblée publique tenue, dans le township de Pelham, district de Niagara, demandant la réduction et la consolidation des charges publiques et la réduction des dépenses publiques sur un pied proportionné à l'état de la province.

De Lewis Wilson, président, et autres, au nom d'une assemblée publique tenue dans le township de Pelham, dans le district de Niagara, demandant que les deniers provenant des réserves du clergé et des rectories soient appropriés à former un fonds pour les écoles élémentaires.

Du conseil municipal du comté de Middlesex, demandant qu'il soit fait certains amendements à l'acte des municipalités, et qu'il soit donné certains pouvoirs additionnels aux conseils de comté et township que l'acte 8 Vict., chap. 20 qui règle les lignes de clôtures et les cours d'eau soit amendé; que l'acte qui règle la manière de protester les lettres de change et les billets promissoires soit rappelé; deman-

dant certains amendements relativement aux corporations, aux choix des jurés, aux cours de division, et aux frais et dépenses d'icelles; et demandant un rattachement complet dans les dépenses publiques.

Du conseil municipal du comté de Middlesex, demandant qu'une charte soit accordée à la compagnie du chemin de fer des rivières de Niagara et Détroit.—A Continuer.

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, MARDI 18 JUIN 1850.

BULLETIN.

Le Courrier des Etats-Unis et la situation politique du Canada.—L'Annexion.—Mesures législatives.

Le Courrier des Etats-Unis, dans un article qu'il intitule: "Les partis au Canada," retombe en erreur à propos de la situation du Canada et de l'état de l'opinion publique en ce pays, à certains égards. Nous pensons que les méprises de ce journal accusent principalement l'inexactitude des renseignements qu'il se procure; mais l'importance qu'elles nous semblent acquérir par un tel organe, nous semble légitimer toutes les remarques dont elles peuvent être le sujet. Ce fait rentre dans le cadre de nos bulletins, et nous devons croire aussi que le peuple du Canada a droit d'examiner sur les jugements que l'on porte à l'étranger dans les matières qui intéressent son existence politique et sa position.

Une des erreurs capitales du Courrier est de prétendre que "l'administration (du Canada) se soutient par la force des choses, plutôt que par sa force propre." La vérité du fait contraire éclate, surtout depuis le commencement de la présente session législative.

Il n'est pas plus heureux en affirmant "qu'au Canada la situation est des plus complexes." La situation est, au contraire, une, et parfaitement homogène; l'opinion populaire est favorable à l'administration, et elle se consolide de jour en jour; l'ère du progrès a commencé pour la province, et le cabinet favorise lui-même l'impulsion; le contentement doit en être, comme il l'est, en effet, la conséquence. S'il y a complexité, elle existe en dehors de la situation, par exemple; entre les systèmes divergents de quelques unités politiques sans importance réelle et sans échos, qui s'accordent bien ensemble à dire que nous vivons sous le pire des gouvernements possibles, mais qui n'ont pu jusqu'à présent se mettre d'accord sur les moyens de le remplacer.

Quand, avec cela, le Courrier suppose que "la meilleure chance du ministère est dans la division même des ennemis," il ignore peut-être que ses ennemis forment en tout sept représentants au sein de la Chambre. Ils ne sont donc formidables ni par l'influence ni par le nombre. Unis entre eux et combattant à l'unisson, seraient-ils beaucoup plus à craindre?

Le paragraphe que nous allons transcrire du Courrier, fera voir à quel point il s'exagère à lui-même la portée de quelques mots de M. Sanborn en chambre au sujet de l'annexion: "Les annexionnistes, qui épouvantent ainsi les tories au point de les rallier à la majorité, ne comptent cependant que six voix dans la chambre; mais ils forment une de ces minorités qui possèdent jusqu'à la témérité le courage de leurs opinions. Grâce à la hardiesse de ces quelques représentants, la question de l'indépendance canadienne, celle même de l'annexion aux Etats-Unis, ont été discutées en plein parlement. Bien entendu, toutes les propositions, tous les amendements présentés dans ce sens ont été rejetés; mais le fait seul d'un pareil débat, le fait plus significatif encore qu'il n'a soulevé ni orage ni récriminations, est un symptôme suffisant du relâchement des liens qui rattachent encore les colonies à la métropole.

Nous n'en croyons rien. Il est de notoriété publique que la question de l'indépendance, proposée à la chambre par le colonel Prince, a été repoussée comme attentatoire à la constitution, loin d'avoir été débattue; celle de l'annexion, introduite par M. Sanborn au moyen d'un amendement à l'Adresse en réponse au discours du Trône, a eu le même sort; et l'on se rappelle l'orage que cette dernière proposition a soulevé contre M. Sanborn. Ainsi le symptôme, s'évanouit, et les liens n'en sont pas plus relâchés pour cela. Quant à la vérité de l'assertion du Courrier, qu'il existe "une tendance secrète vers l'annexion," qu'il attribue à "toutes les nuances" de ce qu'il appelle notre "tohu-bohu parlementaire," nous ne lui connaissons pas de meilleur fondement que le symptôme que ce journal appuyait tout à l'heure sur un fait imaginaire.

Il est un fait qui n'est un secret pour personne, c'est que l'annexion est décidément tuée; son organe principal, le Herald, ne sait qu'y faire; mais, évidemment, le projet n'était pas né viable.

Entre autres mesures d'utilité générale ou locale, en ce moment soumises à la chambre, nous remarquons les suivantes:

Acte pour amender l'ordonnance relative au chemin de Longueuil et Chambly.—D'après cette loi, le péage à l'avenir sera payé par moitié, l'une en allant et l'autre en revenant, les membres du clergé, commissaires d'écoles et personnes accompagnant les enfants à l'école ou à l'école, en seront exemptés.

Résolutions de M. Latérière.—Elles ont pour objet l'établissement d'une école de navigation à Québec, où seront formés les pilotes et les marins par les soins d'un professeur qui enseignera gratuitement cet art, à la nomination du gouverneur. Un vaisseau de 150 à 280 tonneaux, destiné tant à l'enseignement

pratique de la navigation qu'à la protection de la pêche dans le golfe, sera placé sous le commandement du professeur et d'un maître, et monté par des étudiants et apprentis pilotes. Le coût du vaisseau n'excéderait pas 3 mille livres. £150 sembleraient d'abord appropriés à l'acquisition des instruments et des livres nécessaires etc. Le salaire du professeur n'excéderait pas £300 par année. Il serait fait un octroi de £720 pour gréer et appareiller le vaisseau.

M. J. H. Boulton a aussi proposé une loi pour l'abolition entière de l'emprisonnement pour dettes.

Le 10, est venu le projet de loi de M. Sherwood pour le rappel des lois sur l'usure; la seconde lecture en fut remise à jeudi (13). Le correspondant du Canadian écrit à ce sujet les réflexions suivantes:

"Je ne sais pas comment sont faits les cœurs qui aspirent à légaliser l'usure, cette monstrueuse immoralité que tous les peuples ont stigmatisée. L'autre jour, dans une conversation particulière, M. Viger disait: 'J'ai un amendement à proposer, c'est de retrancher tout ce qui suit le préambule de la mesure et de substituer ceci: Tout usurier sera tenu par la loi de porter un habit dont la moitié sera jaune et l'autre verte, avec une inscription ordonnant à tout honnête homme de fuir comme à la vue d'un lépreux.'"

Eh bien! l'esprit spéculateur, la soif de l'or à tellement gagnée, que grand nombre sont en faveur de pareilles dispositions, et que bon nombre d'autres voteront contre, qui voudraient voir cette loi devenir celle du pays. Nous vivons dans un âge de progrès, M. le rédacteur, mais dans l'âge de matière et de bouleversements. Mais je n'ai pas le temps de philosopher, et je continue à vous parler des travaux de notre législature, travaux qui tendent de jour en jour à obscurcir nos lois déjà passablement sombres. Tant que nous n'aurons pas une codification régulière des lois que l'expérience nous a démontré être bonnes, nous en serions toujours à la même peine."

Il ajoute autre part: "Le Dr. Davignon a obtenu la seconde lecture du projet de loi pour glonner à l'Ecole de Médecine de Montréal le droit de conférer des degrés; ce projet est renvoyé à un comité spécial; ces degrés conférés sont de pures niaiseries en soi; mais ont obtenu une certaine valeur par les avantages qu'on a accordés à ceux qui en sont les porteurs, et dans ce cas il y aurait injustice à en laisser le privilège au Collège McGill seul, qui en use avec un exclusivisme et une partialité révoltante."

Le Temperance Advocate, première livraison de juin, est en circulation. Ce numéro contient quelques articles sur les pernicieux résultats de l'usage des spiritueux, et un état des procédés de diverses associations d'Europe et d'Amérique en faveur de la tempérance. Cette publication utile donne seize pages de matière à chaque émission, et paraît deux fois le mois. On s'y abonne à l'année pour un écu.

Département Judiciaire.

Ci-suit le résumé, promis par notre dernier bulletin, de la loi proposée par M. Lafontaine pour la fixation des salaires des officiers de justice, et la création d'une caisse à être formée au moyen des honoraires attachés à leurs offices, etc.

Les officiers dont les noms suivent ne percevront plus d'honoraires:

Le sheriff de Montréal, Québec, Trois-Rivières et St. Maurice; les greffiers des cours supérieures, de circuit, de la couronne, de la Paix, et de la cour d'Appel dans les mêmes districts. Tous ces officiers tiendront compte au receveur-général des honoraires qu'ils percevront; il leur sera alloué un salaire (le montant n'en est pas fixé dans le projet) qui ne leur sera payé qu'en tant que le permettra le chiffre des honoraires perçus. Le gouverneur aura le pouvoir de diminuer les salaires dans les cas où la même personne tiendra plusieurs offices à la fois. Les dits officiers tenus de députer quelqu'un à leur place en cas de maladie, suspension etc, etc. Les Crieurs n'auront plus d'honoraires; ils seront perçus par les Protonotaires ou greffiers, et le gouverneur en fixera le montant. Les officiers plus haut mentionnés seront assistés de clercs en nombre suffisant conformément aux instructions que donnera le secrétaire de la Province à cet effet. Le montant des émoluments des officiers surnommés et de leurs députés sera soumis à l'approbation du gouverneur et fera partie de la liste civile. Les officiers publics auront un droit de commission sur l'excédant des sommes qu'ils remettraient au receveur général. Dans chaque district il sera tenu registre de la portion des sommes perçues dont se formera un fonds spécial à même lequel seront payés les apportes des décisions des tribunaux judiciaires du Bas-Canada. La balance restant sera employée à la réparation des palais de justice. Ceux qui devront contribuer au fonds spécial, sont:—Les Juges, les Protonotaires et les Greffiers de la Cour du Banc de la Reine (maintenant Court d'Appel), des cours supérieures et de circuit, les Avocats et Protonotaires, les Sheriffs, et les Greffiers de la paix. Les contributeurs qui manqueront de payer seront poursuivables par les protonotaires; et les avocats qui, deux mois après jugement rendu contre eux, demeureront en défaut, seront interdits de l'exercice de leur profession jusqu'à ce qu'ils aient payé. Les cours et les juges auront encore à fixer le taux des honoraires. Les offices aujourd'hui tenus par deux ou plus de deux personnes, obtiendront une certaine augmentation de salaire aussi longtemps qu'ils seront possédés de cette manière.

Une Succursale.

Dimanche, vers 5 heures P. M. Mgr. l'évêque

de Montréal accompagné de M. le Supérieur et de plusieurs autres Prêtres de St. Sulpice—et au milieu d'un nombreux concours, est allé bénir une croix dans Griffintown, avec les rites ordinaires de l'Eglise. Cette croix fut ensuite plantée à l'endroit où doit se bâtir tout prochainement une nouvelle église destinée à la population de ce quartier si important de Montréal. Le Rév. M. Connolly, Supérieur Irlandais, prononça un discours de circonstance. L'érection de ce nouveau temple paraît causer une bien vive consolation aux Catholiques de Griffintown.

Desastreux incendie.

Nous empruntons à la Minerve les détails du déplorable incendie qui vient de réduire en cendres le quartier presque entier de Montréal, connu sous le nom de Griffintown. Rien ne répand dans l'âme une immense tristesse comme de contempler aujourd'hui les débris d'un si grand nombre d'édifices.—Que de fortunes perdues ou compromises! Que de larmes et d'amers chagrins, causés par un si fâcheux accident! Puissent les infortunées victimes de ce sinistre trouver dans la sympathie de leurs compatriotes les secours que requiert leur position!

"Griffintown vient encore d'être le théâtre d'un immense incendie, le plus considérable que Montréal ait eu à déplorer depuis plusieurs années. Samedi après midi vers quatre heures, le feu éclata dans la boutique d'un charpentier, de M. McNielsen, à l'encoignure des rues Gabriel et Nazareth. Un instant après, les flammes poussées par une brise du Nord-Ouest, s'étaient étendues sur la rue Gabriel depuis la rue Georges jusqu'à la rue Prince. Elles se propagèrent ensuite dans la direction du canal, sur cette étendue, jusqu'au delà de la grande rue Wellington. Elles ne se sont arrêtées que dans le voisinage des grands hangars qui bordent le canal. Si ces grands magasins ont été sauvés, grâce aux citoyens et aux soldats de 20e régiment qui s'y sont rendus à la demande du Maire. Les pompiers ont sans doute travaillé avec beaucoup de zèle, mais ils ne purent pas agir avec avantage par le manque d'eau d'abord et ensuite par ce que le feu s'était étendu trop rapidement, pour qu'il leur fut possible de l'intercepter de tous les côtés. Son Honneur le Maire accompagné du magistrat M. J. L. Benard sont restés sur les lieux jusqu'à la fin, et ont rendu de grands services en dirigeant les opérations. L'enchaînement de clôtures de planches qu'il y avait dans cette partie de la cité a semblé contribuer beaucoup à l'extension du feu. C'est en détruisant ces clôtures qu'on est parvenu à sauver les bâties du Gaz que les flammes menaçaient d'envelopper.

Parmi les cendres encore fumantes de 150 maisons se trouvent celles de l'église Ste. Anne Episcopalienne, et celles de beaucoup de magnifiques bâties en briques, en pierres et en bois, y compris celles des deux côtés de la rue Wellington. Par cet accident plusieurs centaines de familles ont été laissées sans abri et beaucoup sans pains et sans provisions. Nous voyons avec plaisir qu'on leur a de suite ouvert les appentis de la Pointe St. Charles. Les institutions de charité sont à l'œuvre pour secourir les malheureux autant que faire se pourra.

La chose la plus pénible, qu'il est de notre devoir d'enregistrer ici, c'est la mort d'une femme âgée, une Mme. Livingston, dont on a trouvé les restes brûlés au milieu des ruines. Plusieurs enfants manquent aussi dans leurs familles.

Le montant des pertes des assurances et des citoyens n'a pas encore été établi exactement.

Un certain nombre des maisons ci-dessus énumérées, contenant double logement. Ci-suit, autant qu'il a été possible de le connaître, les montants assurés.

On nous dit que la femme qui a péri dans ce feu était retournée sur ses pas, disant qu'elle avait oublié de l'argent dans le grenier; et pendant qu'elle y était, le comble de la maison s'est écroulé sur elle.

On nous dit que les pertes de l'assurance Mutuelle se montent à environ £9,000 ou £9,500.

Nous traduisons les renseignements suivants du Herald de ce matin: Ils donnent une connaissance aussi exacte que possible du nombre de maisons détruites par les flammes et du montant des assurances:

Rue Da'housie.	
Nombre de maisons cotisées	40
Sauvées (Le dépôt du Gaz)	—39—
Rue St. Gabriel.	
Maisons cotisées	56
Sauvées	10
	—46—
Rue Nazareth.	
Maisons cotisées	39
Sauvées	7
	—32—
Rue Wellington.	
Maisons cotisées	95
Sauvées	22
	—73—
Total des bâties détruites....	
Globes, environ	£ 100
Montreal	1,800
Québec	1,100
Etna, Hartford, and Protection Co's	10,000
North Western &c. Oswego	750
Assurance mutuelle	10,000
	£23,750.
Les Compagnies de l'Alliance et du Phoenix n'ont rien perdu.	